

KIEV, Ukraine, November 24, 2013 /PRNewswire/ --

La décision de l'Ukraine de suspendre les projets de signature de l'Accord d'association avec l'Union européenne est fondée uniquement sur des raisons économiques, selon le premier ministre ukrainien Mykola Azarov.

« La décision de suspendre le processus de signature de l'Accord d'association avec l'UE a été difficile, mais c'était le seul choix étant donné la situation économique de l'Ukraine », a-t-il déclaré vendredi devant le parlement.

« Cette décision est fondée uniquement sur des raisons économiques et nous ne modifions pas le cours stratégique de l'Ukraine établi en vertu de la loi sur les principes de politique intérieure et étrangère », a-t-il ajouté.

Entre-temps, un conseiller de la présidente lituanienne Dalia Grybauskaitė a affirmé vendredi que lors d'une conversation téléphonique en début de semaine avec le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, celui-ci a cité la pression économique exercée par la Russie comme principale raison empêchant Kiev de signer l'accord avec l'UE.

Pendant la conversation téléphonique, la présidente lituanienne aurait été informée des menaces de la Russie visant à limiter les importations de marchandises de l'Ukraine de l'Est, ce qui, selon les calculs de Kiev, pourrait entraîner des pertes de milliards d'euros et affecter des industries entières ainsi que l'emploi de centaines de milliers de personnes.

Les conseillers du président Ianoukovitch ont indiqué que l'Ukraine est confrontée à d'énormes pressions économiques et menaces commerciales susceptibles d'entraîner sa ruine économique si elle signait l'accord sans obtenir aucune garantie d'aide de la part de l'UE ou des

conditions plus favorables du Fonds monétaire international.

Mykola Azarov avait également qualifié vendredi « les conditions extrêmement difficiles » du FMI en vue du refinancement de milliards de dollars en prêts conditionnels émis en 2008 et 2010 de « la goutte qui fait déborder le vase ». Parmi ces conditions, le FMI aurait demandé à Kiev d'augmenter les prix intérieurs du gaz de 40 %, ce qui mettrait à rude épreuve les 46 millions de citoyens ukrainiens qui se débattent déjà dans les difficultés d'une conjoncture économique détériorée.

L'ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi, s'est aussi exprimé vendredi en réitérant sa déclaration antérieure selon laquelle « l'Ukraine doit être perçue comme un pont entre l'Union européenne et la Russie à la fois d'un point de vue géopolitique et économique ». Prodi a affirmé qu'il restait modérément optimiste quant à la possibilité d'un accord futur entre l'UE et l'Ukraine qui prenne en compte la réalité géopolitique et économique unique du pays.

Catherine Ashton, la chef de la politique étrangère de l'UE, a également pris soin vendredi de laisser la porte ouverte pour l'avenir. « Nous estimons que l'avenir de l'Ukraine passe par une forte relation avec l'UE », a-t-elle expliqué dans sa déclaration.

Les représentants ukrainiens ont également fait remarquer que le pays garde toujours ses ambitions européennes, mais que le bien-être économique est une priorité. Un représentant a rajouté que l'Ukraine avait demandé l'aide de l'UE précisément pour surmonter le processus d'intégration économique difficile, notamment une offre qui aurait assuré la viabilité économique de l'Accord d'association. « Mais nous ne l'avons pas reçue », a-t-il précisé.

SOURCE Ukraine Monitor